

Art. 33. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2000, behoudens artikelen 5, 6, 11 en 12 die in werking treden op 1 januari 2001.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, op 20 juli 2000.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met Lager Onderwijs,
het onthaal en de opdrachten aan O.N.E.,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van de Audiovisuele Sector,
Mevr. C. DE PERMENTIER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie,
W. TAMINIAUX

De Minister van Jeugdzorg en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

Zitting 1999-2000.

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 94-1. Verslag, nr. 94-2.

Integraal verslag. — Bespreking en stemming. Zitting van 11 juli 2000.



F. 2000 — 2067

[C - 2000/29270]

20 JUILLET 2000. — Décret portant assentiment de l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le financement de la coopération dans le cadre de politiques croisées, sur les Fonds structurels européens et sur le développement des entreprises culturelles (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne, portant sur le financement de la coopération dans le cadre de politiques croisées, sur les Fonds structurels européens et sur le développement des entreprises culturelles, est ratifié.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Audiovisuel,
Mme C. DE PERMENTIER

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale,
W. TAMINIAUX

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 1999-2000.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 95-1. Rapport, n° 95-2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 11 juillet 2000.

Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le financement de la coopération dans le cadre de politiques croisées, sur les Fonds structurels européens et sur le développement des entreprises culturelles

La Communauté française, représentée par Monsieur Hervé HASQUIN, Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

et

La Région wallonne, représentée par Monsieur Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE, Ministre-Président du Gouvernement de la Région wallonne,

Vu les articles 127, 128 et 134 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Considérant que le refinancement de la Communauté française est indispensable à la bonne gestion de compétences communautaires qui intéressent la Région wallonne;

Considérant que le Gouvernement de la Région wallonne a décidé d'affecter 900 millions de francs à des politiques croisées avec la Communauté française;

Considérant que l'aide financière affectée à des politiques croisées est appelée à se poursuivre aussi longtemps que l'aide structurelle de la Région wallonne à la Communauté française, dont le montant initial prévu est de 2,4 milliards, n'atteint pas un montant de 3,3 milliards;

Considérant que la nécessaire solidarité entre la Région wallonne et la Communauté française doit se manifester notamment dans les domaines des Cyber-médias, de la création d'un Fonds d'équipement pour l'enseignement technique et professionnel, de l'accueil, de l'immersion linguistique, de la recherche scientifique et des relations internationales;

Considérant que la mise en œuvre des programmes afférents aux Fonds structurels européens exige une procédure de décision efficace et doit faire l'objet d'une approche commune des parties contractantes;

Considérant que le développement des entreprises culturelles nécessite une réflexion globale et approfondie;

Considérant qu'un tel accord contribue à l'intensification des rapports entre la Communauté française et la Région wallonne et profite à la population et aux institutions des deux entités;

Soucieux de régler harmonieusement leurs rapports dans le respect de la loyauté fédérale;

Ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er} — *Politiques croisées*

Article 1 - Fonds d'équipement pour l'enseignement technique et professionnel.

1.1. La Région wallonne affecte 200 millions de francs au Fonds d'équipement pour l'enseignement technique et professionnel créé par le présent accord.

1.2. Ce Fonds est destiné :

- d'une part, à concurrence d'au moins 3/4 de ce montant, à la modernisation de l'équipement pédagogique de base dans les établissements d'enseignement secondaire, pour autant que ces établissements s'inscrivent dans une offre de formation harmonisée, dans une politique de formation en cours de carrière des professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle et dans l'application des profils de formation, y compris les outils pédagogiques et les épreuves d'évaluation y afférents;

- d'autre part, à concurrence de moins d'1/4 de ce montant, à participer au financement des centres de compétences régionaux mettant à la disposition des élèves en formation qualifiante de l'enseignement technique et professionnel et des maîtres, des équipements de très haute technologie qui ne sont utilisés dans le processus de formation que pendant une durée limitée.

1.3. L'enseignement supérieur et l'enseignement de promotion sociale ont accès, selon des modalités restant à fixer, au matériel didactique acquis par le Fonds.

1.4. Les centres de compétences régionaux sont ouverts aux enseignants de l'enseignement secondaire de plein exercice, de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement à horaire réduit et de l'enseignement supérieur.

1.5. Un organe commun de pilotage est mis en place, comprenant des représentants des deux parties contractantes.

Article 2 - Accueil de l'enfant.

2.1. La Région wallonne affecte 140 millions de francs à l'accueil extrascolaire des enfants.

2.2. Ce montant est octroyé par la Région wallonne sous forme de subventions de fonctionnement et d'équipement pour des projets d'accueil, en concertation avec la Communauté française et dans le respect des critères fixés par celle-ci.

Ces projets sont organisés sous la responsabilité des communes et sur leur territoire. Ils sont mis en œuvre par une structure locale qui en garantit le caractère pluraliste et associe les partenaires locaux qui contribuent à l'accueil des enfants en dehors du temps scolaire.

Article 3 - Programmes d'immersion linguistique.

3.1. La Région wallonne affecte 25 millions de francs aux programmes d'immersion linguistique.

3.2. Les 3/4 de ce montant sont destinés à l'enseignement secondaire.

Ce montant est destiné à financer, en collaboration avec les Communautés flamande et germanophone, des actions visant à favoriser l'apprentissage des langues en immersion linguistique pour les écoles de l'enseignement secondaire à discrimination positive.

3.3. Le solde de ce montant est affecté à l'enseignement supérieur, dans le but de développer les programmes d'échanges d'étudiants (régendats), notamment par l'engagement de personnel qui s'occuperait spécifiquement de ces programmes d'échanges.

3.4. Les programmes d'immersion linguistique prévus au présent article pourront s'inscrire dans le cadre du programme européen Lingua.

3.5. La Communauté française prendra les dispositions réglementaires nécessaires pour que tout séjour en immersion linguistique visé par le présent accord soit assimilé à la fréquentation scolaire classique pour l'homologation des diplômes.

Article 4 - Recherche scientifique.

4.1. La Région wallonne affecte 75 millions de francs à la recherche scientifique.

4.2. Ce montant est affecté au Fonds pour la Formation à la Recherche dans l'Industrie et dans l'Agriculture (FRIA), afin que celui-ci finance des chercheurs dans le domaine de la recherche en agriculture et en industrie.

4.3. La Région wallonne participe, dans le cadre de ce financement, à la sélection des projets de recherche, selon des modalités à définir.

Article 5 - Relations internationales.

5.1. La Région wallonne affecte 75 millions de francs à des actions visant à renforcer les synergies entre les parties contractantes.

5.2. La répartition de ce montant sera fixée par un organe commun de pilotage, réunissant les deux Ministres chargés des Relations internationales, qui veillera entre autre à rencontrer les priorités suivantes :

- couverture d'actions exceptionnelles liées à des événements ponctuels (exposition universelle,...);
- prise en charge de dépenses de délégations de la Communauté française à l'étranger;
- valorisation du Centre Wallonie-Bruxelles de Paris.

Article 6 - Programmes de résorption du chômage.

6.1. Le montant budgétaire actuellement consacré par la Région wallonne à l'engagement de travailleurs dans le cadre des programmes de résorption du chômage et dans les domaines de compétence de la Communauté française sera maintenu.

Les projets ou secteurs bénéficiant des programmes de résorption du chômage seront cependant évalués par les parties contractantes au fur et à mesure du renouvellement des conventions et autorisations relatives au subventionnement de ces emplois.

6.2. Un montant supplémentaire de 28 millions de francs minimum sera consacré à l'engagement de travailleurs dans le cadre des programmes de résorption du chômage et dans des domaines relevant des compétences de la Communauté française, moyennant l'accord du Ministre régional de l'Emploi.

Article 7 - Cybermédias.

La Région wallonne affecte 357 millions de francs supplémentaires par rapport aux montants prévus au 3^e feuillet d'ajustement de l'année 1999 du budget de la Région wallonne, à la poursuite et au développement des programmes dans le domaine des Cybermédias dans les écoles, en exécution de l'accord de coopération du 19 février 1998.

Article 8.

Des conventions ou accords particuliers sont conclus entre les instances compétentes des parties contractantes pour régler la coopération dans les matières visées aux articles 1 à 7.

CHAPITRE 2. — *Fonds structurels européens*

Article 9 - Généralités.

9.1. L'intervention des Fonds structurels concerne les programmes repris dans le règlement CE n° 1260/1999 portant dispositions générales sur les Fonds structurels.

9.2. L'autorité de gestion de ces programmes, à savoir le Gouvernement wallon, sera responsable *in fine* de la sélection des projets, sur base des décisions arrêtées par lui-même et le Gouvernement de la Communauté française, conformément à leurs compétences respectives.

9.3. Le Comité de suivi est l'instance partenariale dont les missions sont reprises à l'article 35 du règlement CE n° 1260/1999 portant dispositions générales sur les Fonds structurels.

9.4. L'agence Fonds social européen est l'agence visée par le décret du Parlement wallon du 1^{er} avril 1999 portant approbation de l'accord de coopération relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création d'une agence Fonds social européen.

Article 10 - Modalité de sélection des projets.

10.1. Un appel public à projets est lancé pour chacun des programmes relatifs aux Fonds structurels.

10.2. Chaque projet est évalué par le groupe d'experts indépendants attaché à chaque programme (dénommé « Task Force »), avant décision du Gouvernement concerné.

La « Task Force » est composée de professeurs d'universités spécialisés et d'un consultant externe désigné par appel d'offre. Selon le programme visé, un représentant de l'agence Fonds social européen y est ou non associé.

10.3. Toute décision implique que le Ministre fonctionnellement compétent pour le co-financement du projet prévoit, dans ses crédits budgétaires et ceux affectés à des organismes d'intérêt public relevant de son autorité, l'engagement de la part publique belge indispensable à l'éligibilité du projet.

Article 11 - Fonds européens de développement régional.

11.1. Une convention par document de programmation définira les dispositifs financiers et administratifs facilitant le transfert du concours FEDER entre les parties contractantes dans la mesure où la Région wallonne est la seule autorité habilitée à percevoir les paiements de ce concours par l'Union européenne.

11.2. Une structure regroupant les administrations concernées des parties contractantes se réunit trimestriellement afin de coordonner la mise en œuvre de cofinancements.

CHAPITRE 3. — *Entreprises culturelles*

Article 12.

12.1. Une société de développement économique du secteur de l'image est créée par la Région wallonne. Deux représentants de la Communauté française siégeront au conseil d'administration de cette société. Parallèlement, deux représentants de la Région wallonne siégeront au centre du cinéma et de l'audiovisuel en qualité d'administrateur.

Les participations belges dans les coproductions de films devront être optimisées.

12.2. Les parties contractantes évalueront la possibilité d'étendre les synergies entre politiques culturelle et économique à d'autres domaines (édition, arts de la scène,...)

Article 13.

Une réflexion conjointe sera poursuivie entre les parties contractantes afin de déterminer les mesures fiscales adéquates pour le développement des entreprises culturelles dans le secteur du cinéma et une action concertée sera menée auprès du Gouvernement fédéral pour concrétiser ces mesures.

Article 14.

14.1. Des colloques relatifs aux entreprises culturelles seront organisés conjointement par les parties contractantes.

14.2. Les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française s'engagent à revendiquer la responsabilité de l'organisation d'un des cinq Conseils européens informels que la Belgique pourra organiser durant sa présidence de l'Union européenne, au second semestre de l'année 2001.

CHAPITRE 4. — *Commission d'évaluation de la coopération et coordination de l'application*

Article 15.

Il est créé une commission d'évaluation de la coopération composée de 6 membres désignés pour moitié par le Gouvernement de la Région wallonne et pour moitié par le Gouvernement de la Communauté française.

Article 16.

La commission a pour mission de s'assurer de la conclusion des accords de coopération particuliers et de veiller à leur application pratique.

Article 17.

La commission se réunit au moins tous les deux mois.

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

Article 18.

18.1. L'aide financière affectée aux politiques croisées est appelée à se poursuivre tant que le coefficient visé à l'article 7, § 6bis, du décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française tel qu'inséré par l'article 3 du décret du Conseil de la Communauté française du 23 décembre 1999, n'est pas égal ou supérieur à 1,375.

Lorsque le coefficient susvisé est supérieur à 1 et inférieur à 1,375, le montant de l'aide financière affecté par la Région wallonne aux politiques croisées est adapté à concurrence de la différence entre la diminution de la dotation de la Communauté française à la Région wallonne avec le coefficient actualisé et la diminution de la dotation de la Communauté française à la Région wallonne fixée l'année précédente.

18.2. Dans le cadre budgétaire défini au point 18.1., chaque année et pour la première fois dans le cadre du budget 2001, les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française négocient, de commun accord, l'affectation de l'aide financière pour l'année suivante, avant l'adoption de leurs projets de budgets.

Article 19.

Le présent accord est conclu en deux versions originales.

Article 20.

Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Conseil de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 juin 2000.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
H. HASQUIN

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 2000 — 2067

[C — 2000/29270]

20 JULI 2000. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende de financiering van de samenwerking in het raam van het gekruist beleid, de Europese structuurfondsen en de uitbouw van de cultuurbedrijven (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

Artikel 1. Het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende de financiering van de samenwerking in het raam van het gekruist beleid, de Europese structuurfondsen en de uitbouw van de cultuurbedrijven, is bekrachtigd.

Art. 2. Dit decreet treedt in werking op de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, op 20 juli 2000.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met Lager Onderwijs, het onthaal en de opdrachten aan O.N.E.,

J.-M NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van de Audiovisuele Sector,

Mevr. C. DE PERMENTIER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie,

W. TAMINIAUX

De Minister van Jeugdzorg en Gezondheid,

Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 1999-2000.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 95-1. Verslag, nr. 95-2.

Integraal verslag. — Bespreking en stemming, Zitting van 11 juli 2000.

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende de financiering van de samenwerking in het raam van het gekruist beleid, de Europese structuurfondsen en de uitbouw van de cultuurbedrijven

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de heer Hervé HASQUIN, Minister-President van de Franse gemeenschapsregering,

en

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door de heer Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE, Minister-President van de Waalse gewestregering,

Gelet op artikelen 127, 128 en 134 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Overwegende dat de herfinanciering van de Franse Gemeenschap noodzakelijk is voor een goed beheer van de gemeenschapsbevoegdheden die voor het Waals Gewest van belang zijn;

Overwegende dat de Waalse gewestregering besloten heeft om 900 miljoen BEF aan te wenden voor het voeren van een gekruist beleid met de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat de financiële bijstand voor dit gekruist beleid dat even lang duurt als de structurele hulp van het Waals Gewest aan de Franse Gemeenschap en waarvan het oorspronkelijk bedrag 2,4 miljard belooft, niet meer bedraagt dan 3,3 miljard BEF;

Overwegende dat de broodnodige solidariteit tussen het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap met name moet blijken op het vlak van de cybermedia, de oprichting van een Fonds voor uitrustingen voor het technisch en beroepsonderwijs, de opvang, de intensieve taalcurssussen, het wetenschappelijk onderzoek en de internationale betrekkingen;

Overwegende dat de uitvoering van programma's die nauw samenhangen met de Europese structuurfondsen een doeltreffende besluitvormingsprocedure meebrengt en door beide contracterende partijen gezamenlijk moet worden benaderd;

Overwegende dat de uitbouw van cultuurbedrijven een algemene en grondige bezinning met zich brengt;

Overwegende dat een dergelijk akkoord bijdraagt tot de versteviging van de banden tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest en ten goede komt aan de bevolking en instellingen van beider deelgebieden;

In een streven om, de federale loyaliteit indachtig, hun relaties op elkaar af te stemmen;

Zijn overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Gekruist beleid*

Artikel 1 - Fonds voor uitrustingen voor het technisch en beroepsonderwijs

1.1 Het Waals Gewest bestemt 200 miljoen BEF voor het in dit akkoord opgerichte Fonds voor uitrustingen voor het technisch en beroepsonderwijs.

1.2 Dit Fonds dient :

— enerzijds, ten belope van minstens 3/4 van dit bedrag, voor de modernisering van het pedagogisch basismateriaal in de inrichtingen van het secundair onderwijs, voorzover deze inrichtingen eenzelfde opleidingen aanbieden, een opleidingsbeleid onderschrijven tijdens de loopbaan van de technische en praktijkleraren en opleidingsprofielen toepassen, met inbegrip van de pedagogische hulpmiddelen en bijbehorende evaluatiestukken;

— anderzijds, ten belope van minstens 1/4 van dit bedrag, als bijdrage aan de financiering van de centra die onder gewestelijke bevoegdheden ressorteren en die de leerlingen uit het technisch en beroepskwalificatieonderwijs en de leerkrachten hoogtechnologisch materiaal ter beschikking stellen dat slechts gedurende een beperkte tijd gebruikt wordt tijdens de opleiding.

1.3 Het hoger onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie kunnen, volgens nog nader te bepalen regels, beschikken over het door het Fonds aangekochte didactisch materiaal.

1.4 De centra die onder de gewestelijke bevoegdheden ressorteren staan open voor de leerkrachten uit het secundair onderwijs met volledig leerplan, het onderwijs voor sociale promotie, het onderwijs met beperkt leerplan en het hoger onderwijs.

1.5 Een gemeenschappelijk bestuursorgaan wordt in het leven geroepen, bestaande uit vertegenwoordigers van beide contracterende partijen.

Artikel 2 - Kinderopvang.

2.1 Het Waals Gewest bestelt 140 miljoen BEF voor de buitenschoolse opvang van kinderen.

2.2 Dit bedrag wordt door het Waals Gewest gegeven in de vorm van werkings- en uitrustingssubsidies voor opvangprojecten. Alles gebeurt in overleg met de Franse Gemeenschap en in naleving van de door laatstgenoemde vastgestelde criteria.

Deze projecten worden op het getouw gezet op het grondgebied van de gemeenten en laatstgenoemde zijn er tevens verantwoordelijk voor. De projecten worden ten uitvoer gebracht door een lokale structuur die het pluralistisch karakter ervan garandeert en die de lokale partners die bijdragen tot de buitenschoolse opvang van kinderen verenigt.

Artikel 3 - Intensieve taalprogramma's.

3.1 Het Waals Gewest bestemt 25 miljoen BEF voor de intensieve taalprogramma's.

3.2 3/4 van dit bedrag gaat naar het secundair onderwijs.

Dit bedrag dient voor de financiering, in samenwerking met de Vlaamse en Duitstalige Gemeenschap, van initiatieven die het aanleren van andere talen via intensieve programma's promoten voor scholen uit het secundair onderwijs die positieve discriminatie toepassen.

3.3 Het saldo van dit bedrag is bestemd voor het hoger onderwijs met het oog op de uitbouw van uitwisselingsprogramma's van leerlingen (regentaten), met name door de aanwerving van personeel dat zich specifiek met deze uitwisselingsprogramma's zou bezighouden.

3.4 De in dit artikel bedoelde intensieve taalprogramma's kunnen passen in het raam van het Europees Lingua-programma.

3.5 Wat betreft de homologatie van de diploma's zal de Franse Gemeenschap de nodige reglementaire maatregelen treffen opdat ieder in dit artikel bedoeld verblijf in het raam van een intensief taalprogramma gelijkgesteld is met het klassieke schoolbezoek.

Artikel 4 - Wetenschappelijk onderzoek.

4.1 Het Waals Gewest reserveert 75 miljoen BEF voor het wetenschappelijk onderzoek.

4.2 Dit bedrag is bestemd voor het Fonds pour la Formation à la Recherche dans l'Industrie et dans l'Agriculture (FRIA) voor de financiering van de vorsers die onderzoek plegen in de domeinen van de landbouw en de nijverheid.

4.3 Het Waals Gewest neemt, in het raam van deze financiering, deel aan de selectie van de onderzoeksprojecten volgens nog nader te bepalen regels.

Artikel 5 - Internationale betrekkingen.

5.1 Het Waals Gewest bestemt 75 miljoen voor initiatieven die de samenwerkingsverbanden tussen de beide contracterende partijen ten goede moeten komen.

5.2 Een gemeenschappelijk bestuursorgaan, bestaande uit de beide Ministers van Internationale Betrekkingen, zal bepalen hoe dit bedrag verdeeld wordt en zal onder meer toezien op de naleving van volgende prioriteiten :

tenlasteneming van uitzonderlijke acties met betrekking tot tijdelijke evenementen (wereldtentoonstelling,...);

tenlasteneming van de uitgaven van de delegaties van de Franse Gemeenschap in het buitenland;

valorisatie van het Centre Wallonie-Bruxelles te Parijs.

Artikel 6 - Wedertewerkstellingsprogramma's.

6.1 Het door het Waals Gewest op de begroting huidig aangewend bedrag voor de aanstelling van werknemers in het raam van de wedertewerkstellingsprogramma's en in de domeinen die ressorteren onder de Franse Gemeenschap, blijft ongewijzigd.

De projecten of sectoren die in aanmerking komen voor de wedertewerkstellingsprogramma's zullen evenwel geëvalueerd worden door de contracterende partijen naarmate de akkoorden en toelatingen inzake de subsidiëring van deze banen worden vernieuwd.

6.2 Er zal, mits het akkoord van de gewestminister van Arbeid, 28 miljoen BEF extra worden bestemd voor de aanstelling van werknemers in het raam van de wedertewerkstellingsprogramma's en in de domeinen die ressorteren onder de Franse Gemeenschap.

Artikel 7 - Cybermedia.

Het Waals Gewest bestemt 357 miljoen BEF extra (ten opzichte van de voorziene bedragen op het derde aanpassingsblad van de Waalse begroting van 1999) voor de voortzetting en uitbouw van de programma's met betrekking tot de cybermedia in scholen, in uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 19 februari 1998.

Artikel 8.

Bijzondere overeenkomsten of akkoorden worden tussen de bevoegde instanties van de contracterende partijen gesloten voor de samenwerking in de in artikelen 1 tot 7 bedoelde materies.

HOOFDSTUK 2. — *Europese structuurfondsen*

Artikel 9 - Algemeen.

9.1 De Structuurfondsen komen tussen in de programma's die zijn opgenomen in het reglement EG nr. 1260/1999 houdende de algemene bepalingen van de Structuurfondsen.

9.2 De overheid die deze programma's beheert, namelijk de Waalse Regering, draagt de eindverantwoordelijkheid bij de selectie van projecten, op grond van de door haar en de Franse Gemeenschapsregering genomen beslissingen, overeenkomstig hun respectieve bevoegdheden.

9.3 Het opvolgingscomité is het orgaan dat uit die partnerschapsverband is ontsproten en wiens opdrachten vermeld staan in artikel 35 van het reglement EG nr. 1260/1999 houdende de algemene bepalingen van de Structuurfondsen.

9.4 Het Europees Sociaal Fonds is het agentschap dat wordt bedoeld in het decreet van het Waals Parlement van 1 april 1999 tot goedkeuring van het samenwerkingsakkoord inzake de coördinatie en het beheer van de steun vanwege de Europese Commissie op het vlak van de menselijke hulpbronnen en de oprichting van een Europees Sociaal Fonds.

Artikel 10 - Selectieprocedure van de projecten.

10.1 Er wordt voor ieder programma inzake de Structuurfondsen een openbare oproep tot projecten gelanceerd.

10.2 Ieder project wordt geëvalueerd door een groep onafhankelijke deskundigen die is verbonden aan ieder programma (de zogenaamde « Task Force ») alvorens de betrokken Regering een beslissing neemt.

De « Task Force » is samengesteld uit universiteitsprofessoren-specialisten en een externe consultant die via aanbesteding wordt gekozen. Er zetelt in de task force, naargelang het programma, al dan niet een vertegenwoordiger van het Europees Sociaal Fonds.

10.3 Iedere beslissing veronderstelt dat de voor de cofinanciering van het project functioneel bevoegde minister, binnen zijn begrotingskredieten en deze voor de onder hem ressorterende instellingen van openbaar nut, het aandeel van de Belgische overheid voorziet dat nodig is voor de verkiesbaarheid van het project.

Artikel 11 - Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling.

11.1 Een overeenkomst in de vorm van een programmadocument zal de financiële en administratieve modaliteiten bepalen voor een vlottere overdracht van de EFRO-steun naar de contracterende partijen. Het Waals Gewest is evenwel de enige overheid die deze steun van de Europese Unie mag innen.

11.2 Ieder kwartaal komen de betrokken besturen van de contracterende partijen in een structuur bijeen om de cofinanciering te coördineren.

HOOFDSTUK 3. — *Cultuurbedrijven*

Artikel 12.

12.1 Het Waals Gewest richt een economische ontwikkelingsmaatschappij van de beeldsector op. In de raad van bestuur van deze vennootschap zullen twee vertegenwoordigers van de Franse Gemeenschap zetelen. Daarnaast zullen twee vertegenwoordigers van het Waals Gewest als bestuurder zetelen in het centrum voor de film en de audiovisuele sector.

De Belgische bijdrage in de coproducties van films moet worden geoptimaliseerd.

12.2 De contracterende partijen zullen de mogelijkheid onderzoeken om de samenwerkingsverbanden tussen het economisch en cultuurbeleid uit te breiden naar andere domeinen (uitgeverswezen, podiumkunsten,...)

Artikel 13.

Er zal tussen de contracterende partijen verder worden bezonnen over gepaste fiscale maatregelen voor de uitbouw van de cultuurbedrijven in de bioscoopsector en er zal, na overleg, aan de federale regering gevraagd worden deze maatregelen concreet uit te voeren.

Artikel 14.

14.1 De contracterende partijen zullen gezamenlijk colloquia organiseren met betrekking tot de cultuurbedrijven.

14.2 De regeringen van het Waals Gewest en van de Franse Gemeenschap zullen de verantwoordelijkheid opeisen voor de organisatie van één van de vijf informele Europese Raden die België zal organiseren tijdens haar voorzitterschap van de Europese Unie tijdens het tweede semester van 2001.

HOOFDSTUK 4. — *Commissie voor de evaluatie van de samenwerking en de coördinatie bij de uitvoering*

Artikel 15.

Er wordt een commissie opgericht voor de evaluatie van de samenwerking bestaande uit 6 leden, voor de helft aangeduid door de Waalse gewestregering en voor de helft aangeduid door de Franse gemeenschapsregering.

Artikel 16.

De commissie staat in voor het sluiten van bijzondere samenwerkingsakkoorden en ziet toe op hun praktische invulling.

Artikel 17.

De commissie vergadert minstens eenmaal om de twee maanden.

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepalingen*

Artikel 18.

18.1 De in het raam van het gekruist beleid gegeven financiële steun wordt verder verleend zolang de coëfficiënt bedoeld in artikel 7, § 6bis, van het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, zoals ingevoegd door artikel 3 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 23 december 1999, niet gelijk is aan of groter is dan 1,375.

Wanneer voornoemde coëfficiënt groter is dan 1 en kleiner dan 1,375, wordt het bedrag van de financiële steun gegeven door het Waals Gewest in het raam van het gekruist beleid aangepast ten belope van het verschil tussen de vermindering van de dotatie van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest met de bijgewerkte coëfficiënt en de vermindering van de dotatie van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest die vorig jaar werd vastgesteld.

18.2 Wat betreft de steun bedoeld in punt 18.1 onderhandelen de regeringen van het Waals Gewest en van de Franse Gemeenschap, ieder jaar en voor de eerste keer in het raam van de begroting 2001, over de bestemming van de financiële steun voor het volgend jaar, alvorens hun ontwerpbegrotingen goed te keuren.

Artikel 19.

Dit akkoord is opgemaakt in twee originele exemplaren.

Artikel 20.

Dit akkoord treedt in werking, na goedkeuring door het Waals Parlement en door de Raad van de Franse Gemeenschap, op de dag dat de laatste van de twee goedkeuringsdecreten verschenen is in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, op 22 juni 2000.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,

H. HASQUIN

Voor het Waals Gewest :

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 2000 — 2068 (2000 — 1125)

[C — 2000/29259]

30 NOVEMBRE 1998. — Décret contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1998. — Errata

Au *Moniteur belge* n° 93 du jeudi 11 mai 2000 première édition à la page 14681, dans la deuxième colonne du tableau récapitulatif de l'ajustement repris sous l'article 1^{er} il y a lieu de lire « Crédits alloués » au lieu de « Crédits allouées ».

De même, à la 1^{ère} colonne des deux colonnes reprises sous les mots « 1^{er} ajustement », il y a lieu de lire « Crédits adaptés pour 1998 » au lieu de « Crédits adoptés pour 1998 ».

Le cadre de la nomenclature de la page 14682 doit être adapté de même.

Au même moniteur, à la page 14804, à la dernière ligne, totaux pour le chapitre III, sous la colonne « c.n.d. » des « crédits adaptés, 2^e ajustement », le montant doit se lire « 175723,0 » au lieu de « 17 5 723,0 ».

VERTALING

N. 2000 — 2068 (2000 — 1125)

[C — 20 00/29259]

30 NOVEMBER 1998. — Decreet houdende de tweede aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1998. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* nr 93 van donderdag 11 mei 2000, eerste uitgave, op bladzijde 14681, in de tweede kolom van de samenvattende tabel van de aanpassing opgenomen onder artikel 1, in de Franse versie, dient « Crédits alloués » gelezen te worden in plaats van « Crédits allouées ».

Insgelijks, nog steeds in de Franse versie, in de eerste kolom van de twee kolommen opgenomen onder de woorden « 1^{er} ajustement », dient « Crédits adaptés pour 1998 » in plaats van « Crédits adoptés pour 1998 » gelezen te worden.

Het kader van de nomenclatuur op bladzijde 14682 dient op dezelfde wijze aangepast te worden.

In hetzelfde Staatblad, in de Franse versie, op bladzijde 14804, laatste regel, totalen voor hoofdstuk III, in de kolom « c.n.d. » van de « crédits adaptés, 2^e ajustement », dient het bedrag « 175723,0 » in plaats van « 17 5 723,0 » gelezen te worden.

F. 2000 — 2069 (2000 — 1438)

[2000/29320]

31 MAI 2000. — Décret modifiant le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française. — Erratum

Dans ce décret, publié au *Moniteur belge* du 20 juin 2000 (pages 21572 et 21573), au point 3° de l'article 1^{er}, il faut lire « au 1^{er} janvier 2002 » au lieu de « au 1^{er} janvier 2000 ».

VERTALING

N. 2000 — 2069 (2000 — 1438)

[2000/29320]

31 MEI 2000. — Decreet tot wijziging van het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap. — Erratum

In de Franstalige versie van dit decreet, dat op 20 juni 2000, in het *Belgisch Staatsblad* is verschenen (bladzijden 21572 en 21573), dient in artikel 1, 3°, « au 1^{er} janvier 2002 » gelezen in plaats van « au 1^{er} janvier 2000 ».